

# Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 894 - mardi 18 février 2014

## Editorial

### Faire des communes des lieux de résistance et d'avancées sociales

Les électeurs de gauche n'ont rien vu de positif dans le pacte de « responsabilité » proposé au Medef par François Hollande. Son hymne aux thèses patronales les trouble : même François Chérèque a trouvé que le Président avait « dérapé » en faisant de la traque aux « abus » à la Sécurité sociale une priorité, alors qu'il ne disait rien des énormes fraudes sociales des entreprises.

Mais le pire serait de baisser les bras devant cette politique. Les prochaines élections concernent la commune, un lieu dont les communistes ont fait un bouclier social, un moteur de services publics, un endroit où se sont affirmées des pratiques démocratiques nouvelles, rassembleuses.

Or, la recherche malade d'économies menée par le gouvernement va priver les municipalités de ressources souvent vitales pour les familles populaires. Il faut donc encore plus faire des communes des lieux de refus de l'austérité, s'en emparer pour les démocratiser, pour en faire des lieux d'innovation sociale, de constructions (*de logements sociaux, par exemple*), d'exigence de moyens financiers pour faire du social, des lieux qui impulsent des pratiques culturelles accessibles à tous, bref **des lieux qui s'émancipent de l'ordre libéral**.

Objets de convoitise pour des forces politiques qui parient sur l'abstention, les communes peuvent être des ferments du progrès social. Alors, mobilisons-nous pour les élections.

Alain Dupenloup

## Sommaire :

Editorial - Carbone-Savoie supprime des emplois - Inquiétudes à Ferro-PEM - 6 février, la CGT a réussi sa journée d'action - Albertville : interview de Stéphane Jay - Les élus Front de gauche du 73 face à la réforme territoriale - Débat sur la hausse des tarifs des transports scolaires au Conseil général - Allos sports.



### Pierre Laurent à Chambéry le vendredi 28 février

pour soutenir « Cap à gauche »

Secrétaire national du PCF, Pierre Laurent viendra apporter son soutien à la liste municipale « Chambéry cap à gauche » lors d'un grand meeting à Chambéry le

**vendredi 28 février à 19h**

**dans la salle La Bisseraine à Chambéry**

**De 16h à 17h45, Pierre Laurent rencontrera les communistes savoyards à La Bisseraine,**

**à 18h il inaugurera le local de campagne de « Cap à gauche » au 343, avenue d'Annecy, à Chambéry-le-Haut,**

**à 19h il animera un grand meeting dans la salle de La Bisseraine à Chambéry.**

### Carbone Savoie supprime des emplois

#### Une situation inquiétante, une action très suivie

Lorsque nous avons contacté le syndicat CGT de Carbone Savoie, le 12 février, l'heure était à la fois à l'inquiétude et à l'action. La direction du groupe Carbone Savoie, filiale de Rio Tinto, venait d'annoncer la suppression de 83,5 postes de travail sur les trois sites de Lannemezan, Vénissieux et Notre-Dame de Briançon (le 0,5 étant dû à l'existence de mi-temps).

60 personnes étaient concernées sur l'usine de Lannemezan (sa fermeture définitive est envisagée) où le PDG et la DRH étaient retenus par les travailleurs en colère.

19,5 postes devaient être supprimés sur Notre-Dame (3 cadres, un assimilé cadre, 7,5 de la maîtrise, un employé et 7 ouvriers). La CGT entendait bien riposter. **Le jeudi 13, une grève impulsée par CGT et CFDT entraînait 98 % des ouvriers dans l'action** : ateliers et bureaux étaient déserts !

#### Arguments patronaux et contre propositions

Nous avons pu nous procurer les arguments avancés par la direction face aux syndicalistes de Notre-Dame. Certes, le constat patronal contient sûrement sa petite part de vérité : le prix de la cathode produite dans l'usine a baissé de 30% depuis 2010, et le chiffre d'affaires de Carbone Savoie est en baisse significative entre 2011 et 2014.



Mais l'insuffisance criante des investissements n'améliore certainement pas les choses et, au moment où nous écrivons, on ne connaît pas le montant des dividendes versés aux actionnaires, on ne sait pas si les banques et la maison mère effectuent des prélèvements sur les bénéfices de l'usine, ni à quel niveau. Il y a pourtant peut-être là de l'argent à récupérer pour l'investissement, les salaires et l'emploi. Nous ne savons pas non plus si le groupe a reçu des subsides de l'Etat au titre des dernières décisions gouvernementales.

La direction de Carbone Savoie inscrit toute sa stratégie dans l'idée de conquérir des marchés, dans l'idée de la fameuse concurrence « libre et non faussée ». Or on peut voir les choses autrement. Ainsi, plutôt que de s'enfermer dans une guerre économique qui se fait toujours sur le dos des salariés, plusieurs syndicats de différents pays européens ont avancé la proposition de « services publics européens » de l'acier et de l'aluminium afin de répondre aux besoins de l'Europe en la matière. La réflexion mérite d'être poursuivie.

Enfin le patronat se moque cyniquement des salariés. Envisageant de supprimer le site pyrénéen de Lannemezan, comme nous l'avons dit, il propose le reclassement interne de ses salariés. Mais où ? Dans les deux autres sites où il supprime aussi des postes ? Ce n'est pas crédible ! On peut d'ailleurs penser que ce froid mépris est conforté par les renoncements politiques de François Hollande. C'est pourquoi les communistes font tout pour que le Front de gauche retrouve sa capacité de mobilisation, car elle peut, au contraire, renforcer les résistances syndicales. Et ils continuent d'avancer des propositions alternatives à la loi des patrons, comme, par exemple, un droit de suspension des licenciements par les comités d'entreprise. Un tel droit changerait sûrement les choses.



#### LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF  
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry  
Directeur de la publication :  
Alain Dupenloup  
Commission paritaire 0215 P 11348  
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

#### BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue  
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

## Château-Feuillet

### Fortes inquiétudes à Ferro-PEM

Lors du rassemblement syndical du 6 février, le responsable CGT de l'usine Ferro-PEM de Château-Feuillet, Claude Collombet, avait fait part de ses inquiétudes quant à l'avenir du site. Nous l'avons rencontré à ce propos et il nous a confirmé qu'il se posait des questions suite à certaines déclarations patronales.

Le syndicat CGT du groupe avait demandé et obtenu la réunion d'un Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire en mettant en avant son droit d'alerte face aux menaces pesant sur l'usine de Laudun, dans le Gard. Le lendemain de ce CCE, les élus CGT apprennent que le PDG de Ferro-PEM, entendu par une commission de l'Assemblée nationale sur la question de l'énergie nucléaire, venait d'annoncer que, sans tarifs électriques préférentiels pour ses usines, il n'en garantissait plus l'avenir. 6 sites industriels et 1 000 emplois directs étaient ainsi brutalement menacés d'une possible disparition !

Pour le syndicaliste Claude Collombet, il s'agit d'un véritable chantage : soit EDF « réponde » aux exigences du patronat et lui « donne » son électricité (*les « assistés » ne sont pas ceux qu'on croit...*), soit les directions licencient des salariés. Le militant dénonce d'ailleurs ces ultralibéraux qui ont soutenu la mise en concurrence du secteur de l'énergie et la loi NOME, et qui se plaignent maintenant de leurs conséquences (*étant entendu que, dans leur esprit, c'est aux salariés de payer la note...*).

Il est évident qu'une vraie politique de gauche devrait revenir sur cette privatisation et recréer un grand service public de l'énergie afin de fournir une électricité à coût modéré aux entreprises qui, en contrepartie, investissent et développent sur leur site l'emploi stable et bien rémunéré. L'existence d'un secteur bancaire public permettrait également de consentir des prêts à bas taux d'intérêt aux usines qui privilégient la recherche et l'emploi durable.



*Claude Collombet, assis, en réunion au CE*

Dans l'immédiat les salariés de Château-Feuillet ont besoin du soutien le plus large possible. D'autant qu'au-delà des jérémiades patronales sur le coût de l'énergie privatisée se dessine une autre réalité, celle d'importants investissements réalisés dans d'autres pays, investissements anticipant peut-être un éventuel aboutissement des négociations entre l'Europe et les USA sur « le grand marché transatlantique ». Ainsi, le groupe Ferro-PEM a-t-il annoncé un investissement de 375 millions de dollars pour construire une nouvelle usine au Canada.

L'usine de Château-Feuillet n'est pas un « canard boiteux ». Elle fabrique des produits d'avenir, du silicium métal pour les industries chimique et photovoltaïque, des ferro-alliages à forte valeur ajoutée. Grâce aux emplois directs et indirects qui en découlent, des familles ont pu construire leur vie dans la vallée. C'est une richesse humaine à défendre. C'est pourquoi, d'ores et déjà la CGT a décidé d'informer et de mobiliser. Le soutien des communistes et du Front de gauche lui est acquis.

## Transports TER

### 65 000 Rhônalpins bénéficiaires de l'aide de la Région

La courbe du chômage s'est-elle inversée, aplatie, aplanie ou incurvée ? F.Hollande a le choix pour apprécier sa politique libérale. Les sans-emplois, les jeunes, les précaires, eux, n'ont pas le choix : ils subissent les conséquences des cadeaux aux grands patrons et financiers. Et ils sont de plus en plus nombreux.

En témoignent ces chiffres glanés sur le site internet de la région Rhône-Alpes : 65 000 bénéficiaires de la carte de transport à tarif réduit « Illico Solidaire », financée par la Région, étaient recensés en 2013. Ils étaient 39 000 en 2012 et 35 000 en 2011, soit 30 000 bénéficiaires de plus en 3 ans. Là, on n'est plus dans la sémantique présidentielle et des médias, mais dans le réel de la pauvreté galopante qui ne s'inverse pas.

Cette carte à tarif réduit s'adresse aux Rhônalpins en difficulté financière, jeunes en insertion, en apprentissage, demandeurs d'emplois, bénéficiaires du RSA... Elle assure une réduction de 75 % sur les trajets TER. Les élus du Conseil régional (qui compte 10 élus Front de gauche) ont décidé de passer la réduction à 90 %. Un premier pas vers la gratuité totale des transports, déjà initiée avec succès par des collectivités comme celle de l'agglomération d'Aubagne (Provence), mais qui n'a pas encore convaincu la majorité PS du Conseil régional Rhône-Alpes...

## Savoie

### La CGT a réussi sa journée de mobilisation

La CGT avait décidé de faire du 6 février une journée d'actions pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, le progrès social et les conditions de travail. En Savoie la CGT avait reçu le soutien de la FSU. Il n'était pas écrit d'avance que la mobilisation serait au rendez-vous, mais l'ultralibéralisme affirmé par le Président de la République lors de ses vœux exigeait une réponse immédiate, la plus forte possible.

La Confédération écrivait : «*Nous devons être à l'offensive et mettre en débat partout, à partir des revendications et des urgences sociales, les formes d'actions les plus rassembleuses pour gagner une participation massive le 6 février dans les manifestations*». En Savoie, le pari a été tenu, nos photos en témoignent.

A 10h du matin, ce 6 février, deux rassemblements avaient lieu à La Léchère et à Ugine avec une participation significative des animateurs syndicaux des usines. Dans les deux cas on a compté de 70 à 80 participants.

Devant la mairie de La Léchère, après que Serge Jay eut rappelé les objectifs de la journée, trois syndicalistes ont détaillé les difficultés rencontrées par les salariés à GrafTech, à Château-Feuillet et à Carbone Savoie.

Claude Collombet a tiré la sonnette d'alarme quant à l'avenir de l'usine de Château-Feuillet, craignant une éventuelle menace de fermeture. David Pivier est intervenu sur la situation à Carbone Savoie, déclarant en particulier : «*Carbone Savoie fait partie du groupe Rio Tinto. L'usine est spécialisée dans la fabrication, la cuisson et l'usinage de cathodes carbone et graphite utilisées pour les cuves d'électrolyse de l'aluminium. L'entreprise compte des métiers aussi divers que la mainte-*



Rassemblement à La Léchère

*nance industrielle, la mécanique, la chaudronnerie, l'usinage, l'emballage, le travail aux fours ou l'informatique.*

*Or, avec les départs non remplacés, il y a des pertes de savoir-faire. Et la mono-activité du site n'est pas sans risques*». C'est pourquoi la CGT demande le remplacement des départs à la retraite, des investissements dans l'outil industriel et une diversification des activités.

David Pivier expliquera : «*Nous sommes passés de 680 salariés en 2006 à 347 aujourd'hui, avec 5 ateliers fermés. 340 emplois ont été supprimés. Ce massacre doit cesser*». Il conclura : «*Il ne faut jamais faire confiance au patronat, ayons confiance en nous*». Après les interventions syndicales, Michel Etiévent dénonça le coût du capital et prouva que, «*de l'argent, il y en a*», mais il va dans la poche des actionnaires.

Une demi-heure après, à Albertville, le rassemblement devant Géant Casino regroupait au moins 400 personnes. Après les interventions de Rémy Ferront et d'Eric Granata (*le nouveau secrétaire de l'UD CGT*), les manifestants défilèrent tout autour de la zone commerciale, affirmant ainsi leur soutien aux salariés en lutte dans les grandes surfaces. Des délégations du PCF et du PG étaient présentes. La jeunesse communiste y a distribué un tract.

Enfin, à 14h à Chambéry, il y avait également du monde, environ 500 participants (*avec des militants du PCF et d'autres organisations du Front de gauche*). Les retraités CGT distribuèrent un tract disant : «*D'Edouard Balladur à Jean-Marc Ayrault en passant par François Fillon, on ne compte plus les réformes des retraites et c'est toujours les mêmes recettes libérales, plus d'annuités, moins de pension, partir plus tard. C'est toujours plus d'austérité et chaque réforme appauvrit les retraités*» .

Après l'intervention d'Eric Granata, un responsable syndical d'Euriware laissa éclater une légitime colère devant l'abandon de l'usine par la direction, dénonçant un pillage de la plus value par les actionnaires. La banderole des salariés d'Euriware disait : «*175 % pour les actionnaires, 1,75 % pour les salariés*». Vers 15h les participants commencèrent une belle manifestation dans les rues de Chambéry.

En Savoie comme partout, le 6 février de la CGT a donc été une réussite prouvant la vitalité du syndicalisme de lutte, une réussite qui ouvre la voie à d'autres actions, à d'autres rassemblements. Nous nous en félicitons.



Du monde à Chambéry

## Albertville

### Une interview exclusive de Stéphane Jay

Présenté en tête de la liste municipale construite à Albertville autour du Front de gauche, Stéphane Jay a bien voulu répondre à nos questions, se pliant volontiers à la règle d'une interview menée par Lucien Carrel. En s'engageant dans la bataille municipale d'une manière déterminée, ce jeune et sympathique inspecteur des impôts de 35 ans ouvre visiblement de nouvelles perspectives politiques pour les citoyens de progrès de la ville en redonnant tout son sens au mot «gauche».

*La droite ne cache pas son ambition de reconquérir Albertville. Comment votre liste se détermine-t-elle par rapport à cette prétention ?*

«Notre ambition première est de porter notre projet, nos propositions pour les Albertvillois, afin de changer les choses. Ce qui importe le plus, c'est de faire avancer nos idées !

Concernant la droite, nous l'avons subie pendant trop longtemps sur Albertville, et je ne voudrais pas que ces six dernières années n'aient été qu'une éclaircie (*mandat de Philippe Masure - ndlr*). Nous avons la volonté de faire le meilleur score possible et d'avoir le maximum d'élus Front de gauche pour la prochaine mandature. Mais nous ne laisserons pas passer la droite, je m'y engage !».

*Avec cette affirmation, «Choisir L'Humain d'abord», votre liste s'inspire clairement du programme national du Front de gauche. Comment ce choix va-t-il se traduire localement ?*

«Notre projet vise à mettre les Albertvillois au cœur des préoccupations. C'est le sens du projet «Choisir L'Humain d'abord». Nous voulons porter des mesures qui, concrètement, changeront le quotidien de nos concitoyens. Il en est ainsi de notre volonté de baisser de 25 % le prix de la cantine pour tous ou de notre proposition de créer un pass-sport de 30 euros (*offerts par la mairie - ndlr*) pour chaque jeune qui prendra une licence dans un club de sport. Ces deux exemples illustrent bien la philosophie de notre projet municipal».

*Un point fort de votre programme porte sur la défense et l'extension des services publics. Pouvez-vous nous en donner quelques exemples ?*

«Nous souhaitons vivement une gestion publique de l'eau car nous considérons que l'eau est «un bien commun de l'humanité». Cela permettrait, à terme, d'instaurer la gratuité des premiers m<sup>3</sup> par foyer. Nous proposons également la mise en place d'un service municipal de pompes funèbres. Il permettrait d'assurer aux familles un meilleur accompagnement dans les démarches, mais également de leur assurer le coût le plus juste».

*Quels sont, à vos yeux, les atouts de votre liste ?*

«Nous avons une liste représentative d'Albertville et de sa diver-

## Cevins

### La liste « Construisons ensemble » prend des initiatives

Conduite par le maire sortant, la liste cevinoise «*Construisons ensemble*» a organisé un apéritif dinatoire le 11 février pour dialoguer d'une façon conviviale avec la population. Mettant en avant «*l'intérêt collectif*», «*la transparence et le travail en commun*», la liste se prononce pour que «*la commune soit l'objectif prioritaire des élus*».

## Savoie

### Le banquet des vétérans du PCF 73 se déroulera le samedi 12 avril

*dans la salle des fêtes de Coise*

On peut téléphoner sa participation à la fédération du PCF 73 au 04 79 62 04 13 ou lui renvoyer le bulletin réponse qu'ont reçu les vétérans, et ce, avant le 30 mars. Déroulement de l'initiative : Assemblée générale de 9h30 à 12h, puis repas à partir de 12h45.

sité, tant sur le plan générationnel que professionnel ou culturel. Ce n'est pas le cas de toutes les listes... Certains nous donnent perdants, d'autres ont une attitude arrogante envers nous. Mais la position d'outsider me convient tout-à-fait et il y aura des surprises».

*Pour conclure, quel message souhaiteriez-vous faire passer aux lecteurs des Allobroges savoyards ?*

«Ce sera simple : l'austérité n'est pas une fatalité. Pour la faire reculer, pour peser et faire changer les choses, amenons le maximum d'élus Front de gauche dans les instances de décisions. Comme nous, choisissez L'Humain d'abord !».

*Merci, Stéphane Jay, d'avoir bien voulu répondre à nos questions. Nous souhaitons plein succès à votre liste.*



Stéphane Jay

## Réforme territoriale en Savoie

### Les déclarations des élus Front de gauche du Conseil général

#### L'intervention de Christiane Lehmann

Concernant le projet de redécoupage des cantons en Savoie, Christiane Lehmann a déclaré : «*La question essentielle à laquelle les départements sont confrontés, c'est leur capacité à répondre aux besoins de la population*». Notre camarade pointe alors les difficultés auxquelles les élus doivent faire face, «*les personnes âgées qui ont besoin d'aide, les foyers qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, les projets qu'ils souhaiteraient mettre en œuvre dans leur canton*», les questions de l'emploi, de l'agriculture ou du développement du tissu associatif.

L'élue d'Aiguebelle pose ensuite *la question qui fâche* : **en quoi la réforme territoriale répond-elle aux inquiétudes des élus ?** Et elle répond : «*cette réforme ne résoudra en rien les difficultés de nos concitoyens, n'apportera rien de plus au Département*».

Pour la justifier, poursuit Christiane Lehmann, «*on invoque la cohérence*». Mais où se trouve la cohérence quand on traite de la même façon l'urbaine Seine-St-Denis et la rurale Savoie ? L'élue communiste continue : «*pour que le nouveau canton de St Pierre-d'Albigny, à cheval sur deux circonscriptions législatives, trouve sa cohérence, il faudra du temps*»... En réalité, la seule «*cohérence*» palpable est «*une représentation accrue des villes au sein de l'Assemblée départementale, alors que les territoires ruraux ont un besoin vital de la solidarité portée par le Conseil général. Prenons garde à ne pas déboucher sur des îlots de prospérité dans un océan de misère*».

«*On nous dit également qu'il faut que chaque canton ait un nombre à peu près équivalent d'électeurs*». C'est un souci parfaitement respectable, «*mais le mode de scrutin choisi élimine toute une série d'électeurs, à savoir ceux qui ne votent ni PS, ni UMP*», réduisant ainsi le pluralisme politique à sa plus simple expression. **Christiane Lehmann se prononce donc en faveur du scrutin proportionnel** et demande, «*comme beaucoup d'élus de la Maurienne*», que l'intégrité de la vallée soit préservée (ce qui implique 3 cantons pour la Maurienne). Le débat a ainsi été lancé devant le Conseil général de la Savoie (qui refusera majoritairement le découpage proposé par le préfet. Voir le numéro précédent des Allos).

#### La déclaration de Jean-Louis Portaz

Pour Jean-Louis Portaz, si l'idée de cantons ayant le même nombre d'électeurs est séduisante (*bien que ce ne soit toujours pas le cas dans le projet préfectoral*), d'autres éléments sont à prendre en compte. En effet, cette «*égalité*» ne rend pas compte des différences qui existent entre les cantons, que ce soit en termes du besoin d'équipe-

ments, de services à apporter au public, ou en termes d'entretien et de fonctionnement, compétences exercées aujourd'hui par le Département.

Expliquant que le scrutin proportionnel ferait de l' élu départemental un gestionnaire du département, Jean-Louis Portaz note que «*cette perspective pourrait s'entendre à la seule condition que le Département garde sa compétence générale. La proposition préfectorale n'est, hélas, pas celle-ci, puisque, de manière incohérente, on cherche à allier deux mécanismes incompatibles, l'égalité démographique d'une part, et un scrutin majoritaire d'autre part*».

Soit il s'agit d'éliminer du paysage certaines formations qui vont laisser des plumes dans l'élargissement des cantons, soit il s'agit de jeter les bases des rôles qu'on entend donner au département et aux nouveaux cantons dont les périmètres s'identifieraient à des intercommunalités déjà existantes».

Estimant que le projet, contrairement aux objectifs affirmés, «*conduira, dans bon nombre de futurs cantons, à l'effacement du rôle d' élu de proximité qui était le nôtre au profit d'une gestion administrative*», Jean-Louis Portaz regrette qu'on ne prenne pas en compte la spécificité d'une vallée de 120 km de long (*spécificité qu'on ne peut pas mettre sur le même plan que celle d'une zone urbaine regroupée, même d'une démographie semblable*).

Jean-Louis Portaz conclut : «*Notre département et les territoires de montagne mériteraient une autre attention que celle qui a été apportée à ce projet, et la conception que nous nous faisons de notre rôle est d'abord celle d'un élu qui soit au plus près des réalités du terrain pour les porter devant notre Assemblée. Voilà les raisons pour lesquelles nous sommes en total désaccord sur le projet présenté*».

#### St Jean de Maurienne

#### Une liste d'opposition est constituée

Emmenée par Philippe Rollet, une liste alternative à la municipalité a été constituée. Elle comprend des citoyens de gauche et pourrait marquer l'élection.

#### La mobilisation continue contre la hausse des tarifs des transports scolaires

Malgré quelques avancées dues à la mobilisation (voir l'article page 7), le Conseil général de la Savoie a maintenu le principe d'une hausse des tarifs des transports scolaires. C'est pourquoi il faut continuer à signer la pétition lancée par les deux conseillers généraux du Front de gauche sur <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45406>

## Conseil Général de la Savoie

### Des points marqués dans la bataille contre la hausse des tarifs des transports scolaires

#### Une mobilisation non négligeable

Les trois pétitions lancées contre le projet de hausse des tarifs des cars scolaires ont recueilli des centaines de signatures (1978 sur celle de la FCPE, 1123 sur celle des deux élus du Front de gauche, 522 sur celle du PCF). Le jour du débat, plusieurs dizaines de militants (pour l'essentiel proches ou membres du PCF) se sont rassemblés devant le siège du Conseil général pour protester contre le projet (voir notre photo). Le Conseil départemental de l'Education nationale s'est prononcé contre. Les deux élus Front de gauche, Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz en ont largement fait connaître la nocivité. Bref, les choses n'ont pas pu se faire en catimini.

#### La réalité du projet de hausse des tarifs

A part quelques familles du canton de Montmélian (n'ayant qu'un enfant scolarisé et dont le quotient familial était inférieur à 490) qui connaîtraient une baisse de 5 €, pour toutes les autres familles savoyardes le projet de hausse des tarifs des transports scolaires allait se traduire par une hausse de 10 à 800 % de ce qu'elles doivent payer pour que leurs enfants soient transportés.

#### La position des deux élus du Front de gauche

Pour Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz (dont on ne soulignera jamais assez l'importance du travail accompli), la propo-



Rassemblement contre le projet devant le Conseil général

## La Ravoire

### Patrick Mignola nous la joue «apolitique»

Le maire sortant de La Ravoire, Patrick Mignola, vient de présenter sa liste municipale à la presse. Elle comprend beaucoup de cadres, de commerçants, de chefs d'entreprise, de «respon-



Christiane Lehmann s'adresse aux manifestants

sion du Conseil général attendait au principe de la gratuité de l'école. Elle mettait en difficulté les écoles rurales. La grille proposée n'épargnait ni les familles non imposables, ni les familles nombreuses. Le projet n'était pas acceptable.

#### Le Conseil général a dû revoir sa copie, mais le fond n'est pas modifié

Le 3 février, donc, le Conseil général rediscute du projet pour le rendre définitif. N'arrivant pas à faire accepter le principe de la gratuité par les autres conseillers généraux, les deux élus Front de gauche mettent alors en avant la grille de la Corrèze (plus conforme à un tarif social).

Après une suspension de séance décidée par le président Hervé Gaymard, le groupe « Savoie pour tous » présente de nouvelles propositions. Toutes les tranches sont relevées de 59 points (mais la proposition des élus Front de gauche de «tirer» l'ensemble de la grille vers le revenu médian de 1 100€ est refusée par les élus de droite et du PS), et la taille des familles est mieux prise en compte (rabais de 50% pour le 3<sup>ème</sup> enfant et gratuité pour les suivants).

La bataille des deux élus du Front de gauche a ainsi contribué à faire économiser de 5 à 200€ (et plus pour les familles de plus de 3 enfants) aux parents d'élèves savoyards. **Ils ont cependant voté contre le texte proposé car ce progrès n'enlève rien à leurs critiques antérieures** : la gratuité est abandonnée et la note (bien que diminuée) reste lourde (augmentation de 9 à 700%, contre 10 à 800% initialement).

Enfin Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz estiment (à juste titre) que le Conseil général, avec une épargne brute en augmentation de 23 % sur un an, avait largement les moyens de renoncer à son projet.

sables» commerciaux ou de «marketing», un huissier de justice, un trésorier principal retraité... et bien peu de salariés.

Mais, selon Patrick Mignola, «la liste se veut apolitique et représentative des différents quartiers». C'est le discours habituel des élus de droite, ils seraient soi-disant «apolitiques». Mais lorsqu'il s'agit de voter pour élire les sénateurs, ils votent toujours pour les candidats UMP...

## Allos Sports

**Sports féminins** : Le 1<sup>er</sup> février, la journée consacrée aux sports féminins a été un franc succès, marqué notamment par la victoire des rugbywomen françaises qui ont « défrisé » les Anglaises. Il serait maintenant judicieux et juste que les médias s'intéressent davantage aux sports féminins. En Savoie, nous suivons avec attention l'**équipe féminine de rugby qui tient une place honorable en Fédérale 1** (soit un niveau égal à celui du SOChambéry, la formation savoyarde masculine la mieux classée) et le **BOS (Basket Olympique Savoie)**, équipe du bassin albertvillois évoluant en Nationale 2 où elle tient un rang satisfaisant. Les sportives savoyardes pratiquant un sport individuel méritent aussi d'être à l'honneur. **Corine Mattel, voisine haut-savoyarde**, avait des ailes pour faire un saut remarquable à Sotchi d'où elle va revenir bronzée. **Marine Bolliet** qui participe, comme biathlète, à ses premiers JO, représente l'avenir du biathlon féminin tout comme **Coline Varcin** qui, sans tambour ni trompette (instrument réservé à papy !), a bien représenté la France aux championnats d'Europe juniors avec une 4<sup>e</sup> place lors du sprint. Et en ski alpin, **Marie Bochet la Beaufortaine** est notre meilleur atout pour les JO paralympiques.

**JO de Sotchi** : 37 milliards dépensés, soit 10 fois plus que pour les JO de Vancouver. Mais on s'accorde à dire que ces Jeux d'hiver apporteront beaucoup à leur pays et, heureusement, seuls 4,7 milliards ont été utilisés pour financer les Jeux, le reste étant consacré aux infrastructures. Et Sotchi n'a pas fini de faire parler d'elle puisqu'elle accueillera le Premier Grand Prix de Formule 1 en Russie et la Coupe du Monde de Foot en 2018.

Les Français n'ont pour l'instant brillé qu'en biathlon avec **Martin Fourcade** qui a rejoint dans la légende du ski les Savoyards **Marielle Goitschel, Jean-Claude Killy et Henri Oreiller**. Ils n'ont pas eu une bonne descente ; le seul qui a un peu surnagé fut le Savoyard David Poisson mais la 16<sup>e</sup> place ne donne droit qu'à une médaille de Beaufort ! **Restons optimistes** pour la 2<sup>e</sup> semaine avec les slalomeurs **Pinturault et Grange**.

**Rugby** : Le Tournoi est un poème selon **Jacques Verdier directeur du Midi olympique**. Après avoir mis les « Rosbifs » sur le grill, non sans une certaine réussite, les Français ont gravi les « montagnes » d'Italie. Il s'agit maintenant, pour les Gaulois, d'aller défier les Gallois pour tenter d'avancer sur la voie du grand Chelem ou à défaut d'une nouvelle victoire dans le Tournoi montrant ce que les buveurs de vin et d'eau valent.

Les clubs savoyards ont observé une trêve de 15 jours due au Tournoi. Ils ont repris le chemin des stades avec, pour **Montmélian**, un déplacement à **Villefranche**. Dans ce fief du Beaujolais la surprise serait l'ivresse de la victoire. En Honneur Régional, vaincu en 2014, le **SOUAlbertville** accueille Annemasse pour un match où il se pourrait qu'il ôte sa voix au leader avant trois rencontres consécutives dont le derby face à Aix les Bains. **Quant au SOC**, en Fédérale1, **il se heurtera au ROC** (La Voulte-Valence), obstacle qu'il doit franchir s'il veut garder un espoir de qualification.

**Basket. Aix-Maurienne** se maintient à la 4<sup>e</sup> place avant le sprint final. Chez les féminines, il n'a pas manqué grand-chose au **BOS** pour infliger aux Marseillaises, pourtant largement en tête, une 2<sup>e</sup> défaite. Ce revers montre que les Savoyardes sont capables de se hisser au niveau des meilleures.

G. Simon

## Ugine

### Il y aura une liste de gauche aux municipales !

Il ne fut pas simple de faire une liste de gauche à Ugine, mais n'est-ce pas dans la difficulté que les grands desseins prennent forme ? Après de nombreuses réunions et consultations individuelles, une équipe nouvelle s'est constituée à l'initiative de l'association «*Solidarité et progrès*», association qui, depuis 1995, soutient le groupe d'opposition de gauche au Conseil municipal d'Ugine.

Chacun a adhéré à «*Ugine pour tous*» sur la base de valeurs définies dans une charte commune où il est notamment dit : «*Nous voulons œuvrer, au niveau communal, à rassembler la population sur des objectifs de gauche humanistes et progressistes, en respectant par ailleurs nos différences*». Revendiquant les principes d'autonomie communale, de coopération choisie

et le maintien des moyens financiers des collectivités locales, «*Ugine pour tous*» précise ainsi les grandes lignes de sa démarche sur le plan local : défendre le service public, maintenir le logement social, développer l'emploi, sauvegarder le tissu industriel, favoriser un urbanisme plus «*humain*» et faire vivre une vraie démocratie communale.

Agnès Crépy, conseillère municipale sortante et directrice d'école, conduira la liste dans laquelle on compte de nombreux jeunes, de nombreux responsables syndicaux (*issus des entreprises Ugitech, Timet, Dupont Faverges, de l'hôpital d'Albertville ou de l'Education professionnelle*) et des responsables associatifs oeuvrant auprès de l'École publique ou du monde caritatif. Après une soirée débat en janvier, **une nouvelle rencontre publique aura lieu le 26 février**. Elle permettra d'enrichir le programme et de présenter la liste. Par ailleurs, **une réunion est prévue à Albertville**, au local de la liste Front de gauche, **pour établir un programme pour le Conseil communautaire de Co-Ral, le samedi 22 février à 8h30**. C'est bien parti !